

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINEBEA ACCESS SOLUTIONS FRANCE

Quai de la Jonction
58000 Nevers

Références : 260012
Code AIOT : 0005401318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement MINEBEA ACCESS SOLUTIONS FRANCE, implanté 4 Quai de la Jonction - 58000 Nevers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de l'action départementale sur les rétentions.

Le référentiel réglementaire de la visite est le suivant :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2017,
- arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINEBEA ACCESS SOLUTIONS FRANCE
- 4 Quai de la Jonction - 58000 Nevers
- Code AIOT : 0005401318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Spécialisée dans la production de solutions industrielles, Minebea Access Solution conçoit et fabrique des équipements mécaniques, électriques et électroniques, tels que des serrures et ferrures, tout en assurant la production de pièces sophistiquées par fonderie de Zamak et injection plastique, notamment pour répondre aux besoins des secteurs de l'automobile et de l'industrie.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Conception des rétentions des chaînes de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 2	Sans objet
2	Dispositions générales de rétentions des stockages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet
3	Volumes des rétentions des chaînes de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bassin de confinement des eaux potentiellement polluées a été détruit par un violent orage en juin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : [...] Les installations de traitement comprennent : <ul style="list-style-type: none">• 1 chaîne de nickelage et de laitonage appelée chaîne DELTA / Volume des cuves (bains actifs) = 9 200 l• 1 chaîne de zingage avec passivation, appelée chaîne CORRELEC / - Volume des cuves (bains actifs) = 10 000 l
Constats : Rubrique 2565.2.a : l'exploitant a détaillé le volume cuves de traitement. Chaîne de nickelage et de laitonage : 11 cuves avec un bain actif pour un volume total de 7 190 l Chaîne de zingage : 14 cuves avec bain actif pour un volume total 11 295 l
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales de rétentions des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et manipulation de substances ou mélanges dangereux
Prescription contrôlée : I. - Dispositions générales Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. [...] Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux

n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.
Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Constats :

Le stockage des produits dangereux est fait sous abri dans un bâtiment annexe aux installations de traitement de surfaces.

La construction est séparée pour accueillir les bases et les acides.

Cinq rétentions sont disponibles, elles sont cloisonnées, les produits sont placés sur caillebotis par familles distinctes.

	Volume stocké (litres)	Volume rétention (litres)
Bases	975	2 700
Acides	1 875	4 300
Huiles	5 000	27 000
Huiles	1 620	27 000
Huiles	consignée	14 000

Les capacités des rétentions sont adaptées aux volumes stockés.

Ces rétentions sont sous le niveau du sol et sont bétonnées.

Une rétention située à l'entrée du bâtiment est consignée en raison d'une défaillance de son étanchéité. L'exploitant a prévu la réfection du revêtement.

Une zone de chargement-déchargement est présente à l'extérieur du local à proximité de l'entrée, cette zone bétonnée sert de rétention en cas de déversement accidentel de produits.

Une vanne d'isolement est activée lors des transferts des produits. La consigne correspondante est affichée à l'entrée du bâtiment.

Un kit de produit absorbant et d'obturateur est disponible à l'extérieur du local de stockage. Un plan des emplacements des kits est également affiché.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes des rétentions des chaînes de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20		
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention		
Prescription contrôlée : II. - Cuves et chaînes de traitement Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.		
Constats : Pour les chaînes de traitement de surface l'exploitant a déclaré les volumes suivants :		
	Volume des bains actifs (m ³)	Volume des rétentions (m ³)
Zinc	11,295	27
Nickel	4,550	19
Laiton	2,640	8
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 4 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : III. - Rétentions et bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités

de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

L'exploitant a transmis l'étude relative au confinement des eaux pluviales et des eaux d'incendie. Le volume de confinement déterminé s'élève à 900 m³, et le bassin a été dimensionné en conséquence.

Selon les déclarations de l'exploitant, en cas d'incident, les obturateurs sont activés par l'exploitant afin de diriger les eaux collectées vers un poste de relèvement, qui renvoie ensuite les effluents vers le bassin de rétention. La commande de déclenchement des obturateurs est installée uniquement à l'accueil, au-dessus du boîtier de commande. En situation d'urgence, c'est à cet endroit que se réunit l'équipe de secours et que sont centralisées les données et les actions. Ce poste reste accessible aux services de secours et d'incendie.

L'exploitant a également fourni le planning de maintenance des équipements contribuant au confinement des eaux d'incendie. Les opérations de maintenance mensuelles ainsi que l'intervention annuelle sont confiées à un prestataire. Cette dernière est programmée pour la semaine 50.

L'exploitant a indiqué que le violent orage du 25 juin 2025 a endommagé le bassin le rendant inutilisable.

Le bassin était constitué de tôles ondulées cintrées en acier galvanisé boulonnées entre elles, avec une poche d'étanchéité intérieure. Ce réservoir à ciel ouvert était posé sur une dalle béton. Les rafales de vents ont déformé les tôles et déplacé le bassin sur sa dalle.

L'exploitant a présenté un devis pour remplacer le bassin de rétention à l'identique, mais la décision définitive concernant le choix technique de la reconstruction reste à valider.

Actuellement, l'exploitant n'est pas en capacité de confiner les eaux potentiellement polluées en cas d'accident ou d'incident sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit assurer le confinement des eaux potentiellement polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conception des rétentions des chaînes de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point

bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. [...]Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

- 1. L'exploitant a précisé que les rétentions des chaînes de zingage et nickelage étaient connectées entre elles, alors que certains bains des chaînes de traitement de surfaces sont *a priori* incompatibles (notamment acide / base).**

Les rétentions des chaînes de traitements sont résinées et équipées d'une alarme. En cas de fuite, les produits sont récupérés dans la rétention.

A la station de traitement des effluents qui transitent dans les cuves placées sur rétentions, celles-ci sont munies d'une alarme qui déclenche un message au tableau de commande. Dans ce cas, les effluents sont évacués vers 2 cuves de sécurité (R12) avant renvoi en amont de la station.

Il est observé que ces cuves de sécurité sont confinées dans une rétention maçonnée qui présente des fissures.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir de consigne de vérification de l'asservissement des résistances de chauffe de bains.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier que la connexion des rétentions des 2 chaînes de traitements de surface n'est pas susceptible de conduire au mélange de produits incompatibles.

Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'étanchéité des rétentions des cuves R12.

Une consigne de vérification du fonctionnement de l'asservissement des résistances de chauffe des bains est à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois